

## RAPPORT DE TENDANCES MENSUEL

### COUVRANT LA MIGRATION COMPOSITE VERS, A TRAVERS ET DEPUIS L'AFRIQUE DU NORD

**A propos:** MHub est le centre régional de connaissances et le secrétariat pour l'Équipe Spéciale en charge des flux migratoires composites en Afrique du Nord, regroupant le DRC, l'OIM, le HCDH, le RMMS, Save the Children, le HCR, l'UNICEF et l'ONU DC. Le centre favorise une approche basée sur les droits de l'homme pour assurer la protection des personnes qui se déplacent dans le cadre de flux composites et complexes vers, à travers et depuis l'Afrique du Nord.

**Portée:** ce bulletin couvre les tendances migratoires composites en Algérie, en Égypte, en Libye, au Mali, au Maroc, au Niger, au Soudan, en Tunisie, en Grèce et en Italie.

**Terminologie:** dans le présent bulletin, les termes migrant, réfugié et demandeur d'asile sont utilisés pour désigner tous ceux qu'englobent les flux migratoires composites. Si la source d'origine spécifie une catégorie particulière, le terme approprié sera utilisé.

**Sources:** les données sont tirées d'une large variété de sources, y compris celles du gouvernement, de la société civile et des médias.



## RÉGIONAL

## La migration au cœur du sommet de l'UE

- La migration a figuré en tête du programme des dirigeants européens [réunis](#) pour un sommet à Bruxelles les 28 et 29 juin. Alors que les dirigeants devaient discuter du commerce, de la sécurité et de la réforme de la zone euro, la migration est apparue comme la question la plus urgente et la plus controversée au cours des discussions. Les dirigeants sont parvenus vendredi à un « [accord européen sur les migrations](#) » aux premières heures de la journée. Le chef du gouvernement italien Giuseppe Conte avait menacé de suspendre les discussions et les accords sur tout thème de l'ordre du jour à moins qu'un accord sur les migrations ne puisse être conclu. Les principaux [éléments](#) de l'accord comprennent ce qui suit: resserrer et renforcer les frontières extérieures de l'UE, créer des centres de traitement des migrants dans l'UE pour identifier les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile dans des lieux centralisés, examiner l'option des « plateformes régionales de débarquement » dans les pays africains de transit, et promouvoir les investissements dans les pays d'origine afin de prévenir toute migration irrégulière vers l'Europe.
- L'accord a été salué comme un succès par les dirigeants réunis. Le Premier ministre Conte a [déclaré](#): « Nous sommes satisfaits. C'était une longue négociation, mais à partir d'aujourd'hui, l'Italie n'est plus seule ». En dépit de la grande attention exprimée par les sources officielles qui a immédiatement suivi l'accord, celui-ci a été [critiqué](#) pour son texte flou et sa mise en œuvre difficile ainsi que pour les préoccupations suscitées en matière des droits de l'homme. De nombreuses questions ont déjà été soulevées concernant l'emplacement des installations de traitement centralisées en Europe. Le président français, Emmanuel Macron, a déjà [déclaré](#) que son pays n'hébergerait aucun centre, car la France n'est pas un « pays de première arrivée », tandis que le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, a indiqué que ces centres peuvent être situés n'importe où en Europe. D'autres questions se posent quant à l'emplacement prévu des « points de débarquement régionaux » au moment où la Tunisie, l'Algérie, la Libye, l'Égypte et le Maroc [rejettent](#) déjà l'idée d'établir de telles infrastructures sur leurs territoires.
- En dépit des détails non résolus de l'accord, l'OIM, le HCR et l'UNICEF ont salué le nouvel accord comme étant une étape positive vers une approche commune et unifiée en termes de migration irrégulière. Charlie Yaxley, porte-parole du HCR, s'est félicité de l'accord et a déclaré qu'il était nécessaire d'adopter « une approche unifiée qui s'éloigne de certaines des actions les plus récentes où les États cherchent unilatéralement à durcir ou à renforcer les frontières ou à restreindre l'accès à l'espace d'asile ».

## Des passeurs condamnés en Hongrie

- Quatre membres d'un réseau de passeurs d'êtres humains ont été [condamnés](#) à 25 ans de prison en Hongrie pour le crime d'« homicides avec circonstance aggravante de cruauté particulière » en lien avec la mort de 71 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en 2015. Dix autres membres du gang ont été inculpés de divers autres crimes et condamnés à des peines allant de trois à douze ans de prison. Les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile étaient transportés de la frontière serbo-hongroise dans le compartiment hermétiquement clos d'un camion frigorifique. Le convoyeur qui conduisait le véhicule a refusé de s'arrêter en dépit des cris de détresse et des appels d'accès à l'air frais lancés par les victimes, et a abandonné le véhicule en Autriche après avoir découvert leur mort. Le parquet hongrois a fait appel des peines prononcées, en réclamant des peines plus lourdes et à perpétuité.

## Atelier sur les représentations médiatiques des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile

- Un atelier s'est tenu à Barcelone le 28 juin pour examiner et débattre d'un œil critique de la représentation de la « crise des migrants/réfugiés » dans les médias audiovisuels ainsi que du rôle des autorités de régulation dans la gestion de telles représentations. L'événement était organisé par l'Autorité espagnole de régulation des médias (CNMC) et le Réseau des instances de régulation méditerranéennes (MNRA). Il a réuni des membres d'organismes de régulation des médias, d'organisations internationales, d'organisations de médias audiovisuels et de la société civile issus de la région méditerranéenne.

## Baisse des demandes d'asile en Europe en 2017

- Le « [Rapport annuel sur la situation de l'asile dans l'UE en 2017](#) », publié en juin par le Bureau européen d'appui en matière d'asile, a [révélé](#) une baisse de 44% du nombre de demandes d'asile reçues dans l'UE entre 2016 et 2017. Le rapport fournit une vue d'ensemble des principales évolutions en matière de protection internationale en Europe ainsi que des mises à jour opérationnelles du système d'asile européen.

## Les procureurs maltais ciblent une ONG de recherche et de sauvetage

- Le 2 juillet, les autorités maltaises ont [engagé](#) une procédure judiciaire contre le capitaine d'un navire de sauvetage néerlandais, Mission Lifeline. Les procureurs maltais ont affirmé que le navire, Mission Lifeline, avait pénétré dans les eaux maltaises illégalement et sans immatriculation appropriée, suite à une opération de sauvetage en Méditerranée fin juin. Le bateau de sauvetage a été autorisé à accoster à Malte le 27 juin, après être bloqué en mer pendant une semaine. Les autorités maltaises et italiennes ont refusé d'autoriser le bateau à accoster ou à débarquer 200 nouveaux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile secourus. Le capitaine du navire a plaidé non coupable des accusations portées à son encontre, mais est tenu de rester à Malte pendant la durée du procès en raison des conditions de la mise en liberté sous caution. S'exprimant sur cette affaire, Neil Falzon, directeur d'Aditus Foundation, groupe maltais de défense des droits de l'homme, a déclaré: « L'objectif est d'entraver les activités des ONG visant à sauver des vies. Mais les réfugiés continueront à quitter la Libye, et la solution ne peut consister à laisser les gens mourir ».

L'Autriche mène un exercice de contrôle des frontières, et les États de l'UE refusent d'autoriser l'accostage d'un navire de sauvetage de migrants

- Le 26 juin, des centaines de policiers et de soldats autrichiens ont [procédé](#) à un exercice le long de la frontière austro-slovène par crainte d'une répétition de la « crise migratoire » de 2015. D'autre part, 500 policiers et 220 soldats ont participé à cet exercice de contrôle des frontières. L'exercice de simulation s'est déroulé sous la supervision des ministres autrichiens de la Défense et de l'Intérieur. Il avait pour but d'améliorer l'état de préparation de l'Autriche face aux flux migratoires à grande échelle, même s'il n'existe pratiquement aucun passage de la frontière autrichienne actuellement. Les autorités autrichiennes craignaient une éventuelle décision de la part de l'Allemagne stipulant de fermer les frontières allemandes.

## ALGÉRIE

L'Algérie s'oppose à la création de « zones de rétention »

- Le ministre des Affaires étrangères de l'Algérie, Abdelkader Messahel, a [annoncé](#) le 27 juin que l'Algérie rejeterait toute proposition européenne visant à créer des « zones de rétention » sur son territoire. Cette annonce intervient après que les dirigeants européens sont convenus d'examiner l'idée de mettre en place des « plateformes régionales de débarquement » en Afrique du Nord. Dans des déclarations faites à une agence de presse, le ministre Messahel a déclaré: « Il est exclu que l'Algérie ouvre une quelconque zone de rétention. Nous sommes déjà confrontés aux mêmes problèmes ». Il a ajouté que l'Algérie était déjà confrontée à une situation critique en matière de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile et qu'elle menait des opérations de « reconduction » en coordination avec les pays voisins. Cette dernière déclaration faisait référence à des expulsions en cours qui ont fait l'objet de critiques contre le gouvernement algérien.

L'Algérie continue d'essayer des critiques pour ses expulsions

- La série d'expulsions massives menées par les autorités algériennes a [exposé](#) le pays à de nouvelles critiques acerbes de la part d'organisations de défense des droits de l'homme, d'organisations internationales et d'ONG locales des droits de l'homme. Un rapport publié par Associated Press à la fin du mois de juin décrivait comment des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile (dont un grand nombre de femmes enceintes et d'enfants) avaient été expulsés vers le Sahara et obligés de traverser la frontière vers le Niger, sous un soleil de plomb, sans nourriture ni eau. L'ONU et les ONG ont déjà exprimé leurs préoccupations concernant la situation des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile en Algérie et les mauvais traitements auxquels ils sont confrontés. William Lacy Swing, Directeur général de l'OIM, a déclaré à propos des dernières nouvelles relayées par les médias: « Des migrants irréguliers, y compris de nombreux mineurs et femmes enceintes, ne doivent pas être laissés sans eau ni nourriture ou contraints de marcher des kilomètres sous un soleil de plomb pour se mettre en sécurité dans le désert. » « La gestion de la migration est la seule réponse possible », a déclaré l'Ambassadeur Swing. « Il faut s'assurer que les migrants partout dans le monde soient traités avec dignité et qu'ils se déplacent de manière sûre et ordonnée. C'est le principe de base que nous demandons à tous les pays du monde de respecter. »
- Les responsables algériens ont affirmé que les rapatriements avaient eu lieu en coopération avec les pays d'origine et conformément au droit international. Des ONG algériennes ont toutefois contesté ces affirmations et signé une pétition affirmant qu'aucun accord de réadmission n'avait été soumis aux gouvernements des pays en question. En outre, à la demande du gouvernement algérien, les correspondants des médias étrangers dans le pays ont été [invités](#) à couvrir

l'opération d'expulsion prévue pour la première semaine de juillet. La couverture médiatique demandée vise à montrer à la communauté internationale que les expulsions sont menées conformément aux lois des droits de l'homme et que les rapatriés sont traités dans des conditions humaines et avec tolérance. Un responsable du ministère de l'Intérieur aurait déclaré: « Nous voulions que la presse étrangère, qui considère comme une réalité absolue ce que publient les organisations étrangères des droits de l'homme, soit le témoin contre ces graves allégations ». Les médias locaux n'ont pas été invités à couvrir les expulsions.

Entretiens de Human Rights Watch avec des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile récemment expulsés

- Human Rights Watch (HRW) a [publié](#) de nouvelles critiques sur l'expulsion massive de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile par l'Algérie après avoir interrogé 30 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile subsahariens de différentes nationalités qui ont relaté leurs expériences. Les personnes interrogées ont déclaré avoir été arrêtées lors de descentes dans des quartiers à forte concentration de migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, puis reconduites à la frontière du Niger ou du Mali. Les autorités impliquées dans les descentes n'ont pas tenu compte du statut régulier ou irrégulier des migrants, et ont refusé d'écouter les demandeurs d'asile qui affirmaient posséder des certificats du HCR attestant qu'ils restaient légalement en Algérie pendant le traitement de leurs demandes d'asile. Sarah Leah Whitson, directrice de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord à Human Rights Watch, a déclaré: « L'Algérie a le pouvoir de contrôler ses frontières, mais cela ne signifie pas qu'elle peut regrouper les gens en fonction de la couleur de leur peau et les larguer dans le désert, indépendamment de leur statut juridique et en l'absence de garanties de procédure équitables ».

L'Algérie reste un pays de transit et de destination pour les migrants

- Dans le [rapport](#) annuel sur la traite des personnes, publié par le Département d'État américain, l'Algérie a été [mentionnée](#) comme étant toujours un pays de transit et de destination pour les migrants en situation irrégulière en provenance de pays subsahariens. Selon le rapport, un grand nombre de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile restent dans le pays en raison de leur situation financière ou de leur incapacité à se rendre en Europe. Le rapport a ajouté que l'Algérie avait identifié 33 victimes de traite des personnes en 2017.

# ÉGYPTE

L'Égypte refuse l'idée de « plateformes de débarquement »

- Le président de la Chambre des représentants d'Égypte, Ali Abdul Aal, a [révélé](#) que l'Égypte rejetait l'idée de mettre en place des « plateformes régionales de débarquement » sur le territoire du pays. Les « plateformes » ont été proposées par les dirigeants de l'UE dans le cadre d'un nouvel accord européen sur les migrations. S'adressant à un média allemand, M. Abdul Aal a déclaré : « Les installations d'accueil de l'UE pour les migrants en Égypte violeraient les lois et la constitution de notre pays ». Les plans européens de ces « centres de traitement régionaux » suscitaient déjà un certain scepticisme, et leur viabilité est maintenant examinée à la loupe après que l'Albanie, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie aient également rejeté cette idée.

Les autorités égyptiennes saisissent des navires de trafic illicite de migrants

- Des sources du ministère égyptien de l'Intérieur ont fait [savoir](#) que les autorités égyptiennes avaient saisi, le 28 juin, près de Damiette deux navires utilisés pour le trafic illicite de migrants. Selon ces sources, l'un des bateaux se dirigerait vers Chypre, tandis que l'autre se serait rendu à Malte, puis en Libye. Des enquêtes ultérieures ont révélé que deux passeurs opéraient à Damiette et obtenaient chacun entre 30 000 et 40 000 livres égyptiennes de la part des potentiels migrants pour organiser leur traversée vers l'Europe.

Libération des migrants éthiopiens en détention

- Après une [visite](#) du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed en Égypte au début du mois de juin, le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi a gracié 32 migrants éthiopiens en situation irrégulière placés en détention en Égypte. Les migrants nouvellement libérés ont été retournés en Éthiopie le 11

juin, où ils ont été accueillis par Aklilu Hailemichael, ministre éthiopien des Affaires étrangères, ainsi que Maureen Achieng, Chef de mission de l'OIM en Éthiopie et Représentante auprès de la CEA et de l'IGAD. Les rapatriés ont ensuite été transportés vers le Centre de transit de l'OIM pour l'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR), et devraient recevoir une aide à la réintégration à fournir par l'OIM.

Le Portugal réinstallera 400 réfugiés actuellement en Égypte

- Le Portugal a annoncé qu'il [réinstallerait](#) 400 réfugiés de différentes nationalités vivant actuellement en Égypte. La nouvelle a été saluée par le ministère égyptien des Affaires étrangères, dont le porte-parole a déclaré que cette décision était le fruit d'un dialogue et d'une coopération accrue entre le gouvernement égyptien et l'UE. Selon le HCR, [289 231](#) personnes de 58 pays différents ont été enregistrées auprès de l'agence onusienne en Égypte à la fin de 2017.

Réunion entre un responsable du ministère des Affaires étrangères et le chef de Frontex

- Le 27 juin, Ehab Fawzi, ministre adjoint égyptien des Affaires étrangères chargé des Affaires multilatérales et de la sécurité internationale, a [rencontré](#) Fabrice Leggeri, directeur exécutif de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, Frontex, afin de discuter des domaines de coopération et de collaboration sur les questions de migration irrégulière. La réunion fait partie du [dialogue sur les migrations entre l'UE et l'Égypte](#), initié à la fin de 2017. Au cours de la réunion, M. Leggeri a souligné le rôle régional de l'Égypte dans la gestion de la migration irrégulière, et a salué les efforts consentis par l'Égypte en vue d'endiguer les départs irréguliers vers l'Europe depuis les côtes égyptiennes.

# LIBYE

Bateau en détresse au large des côtes libyennes

- Un bateau pneumatique transportant des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile a [chaviré](#) au large de Garabouilli, à environ 50 km à l'est de Tripoli, le 1er juillet. 41 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été sauvés, tandis que 63 personnes étaient toujours portées disparues et sont présumées mortes à la suite de l'incident. Les chiffres portaient à 170 le nombre total de décès au large de la Libye au cours de cette semaine uniquement. Le nombre de décès enregistrés au large des côtes libyennes a augmenté, d'où les inquiétudes de nombreuses organisations internationales et de défense des droits de l'homme. Le Chef de mission de l'OIM en Libye a qualifié cette augmentation d'« alarmante ».

L'ANL rejette la proposition de « plateformes de débarquement »

- L'Armée nationale libyenne (ANL), contrôlant l'est de la Libye sous le commandement du maréchal Khalifa Haftar et s'opposant au gouvernement d'union nationale (GNA) soutenu par l'ONU, a [déclaré](#) qu'elle rejetait toute tentative de « déployer une présence militaire étrangère dans certaines régions du sud de la Libye sous prétexte de lutte contre les migrations clandestines ». Cette déclaration intervient après que les dirigeants de l'UE ont discuté de la possibilité de créer « des plateformes régionales de débarquement » dans les pays d'Afrique du Nord, sans toutefois faire directement référence à ces discussions. « Le commandement général de l'armée avertit ces acteurs étrangers que tout déploiement (militaire) de ce type serait considéré comme une violation flagrante du droit international et une agression odieuse

contre la souveraineté libyenne », a poursuivi l'ANL.

- Le GNA à Tripoli a également exprimé son refus total de tout centre pour migrants en Libye, en réponse à la proposition élaborée par le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, lors de sa visite en Libye.

Des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile meurent au large des côtes libyennes

- Les corps de trois bébés ont été [repêchés](#) après le naufrage d'un bateau au large des côtes libyennes le 29 juin. Près de 100 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été portés disparus et sont présumés morts à la suite de l'incident. Seules 16 personnes ont survécu et, d'après leurs dires, le bateau transporterait au total environ 120-125 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Ce n'était pas le seul bateau partant de la côte de Tripoli. Trois autres bateaux ont été arrêtés par les garde-côtes libyens transportant plus de 345 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile.

- Le HCR a [fait part](#) de sa profonde tristesse après les tragiques pertes. Le HCR et ses partenaires étaient présents aux points de débarquement et ont fourni une aide médicale aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile survivants. Les personnes secourues ont ensuite été transportées dans des centres de détention. Le HCR a également exprimé son inquiétude quant à la détérioration de la situation et à la hausse du nombre de morts le long de l'itinéraire de la Méditerranée centrale.

Le ministre italien de l'Intérieur visite la Libye

- Matteo Salvini, le nouveau ministre italien de l'Intérieur, s'est rendu en Libye le 25 juin dans le cadre de la première visite de ce type d'un membre du nouveau gouvernement italien. La visite a eu lieu quelques jours avant le sommet de l'UE à Bruxelles, où les dirigeants sont convenus d'un « accord européen sur les migrations ». Le but principal de la visite était de discuter des moyens possibles de freiner la migration irrégulière. Le ministre italien a proposé de créer des centres de traitement chargés des demandes des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile dans différents pays d'Afrique du Nord, y compris la Libye. S'adressant à la presse à Tripoli, le ministre Salvini a déclaré: « Jeudi à Bruxelles, nous soutiendrons,

d'un commun accord avec les autorités libyennes, la mise en place de centres d'accueil et d'identification (de migrants) au sud de la Libye, à sa frontière externe, pour l'aider autant que l'Italie à bloquer la migration. Ni l'Italie ni la Libye ne peuvent procéder seules à la protection de leurs frontières ».

- Le vice-président libyen du GNA, Ahmed Maiteeq, a « catégoriquement refusé » la présence de centres étrangers sur le territoire libyen, affirmant que leur installation enfreindrait la loi libyenne. M. Maiteeq a ajouté que la Libye organiserait un sommet sur les migrations en septembre. Pour l'Italie, la Libye est considérée comme l'un des principaux points de départ des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile.

## MALI

Exercice de simulation de crise à la frontière entre le Mali et la Mauritanie

- Les 27 et 28 juin, l'OIM a organisé un exercice de simulation de crise le long de la frontière entre le Mali et la Mauritanie. Le scénario simulait un déplacement de population de masse depuis la Mauritanie vers Gogui, au Mali. L'événement a rassemblé plus de 300 participants des communautés locales, des autorités locales, de la société civile et des forces de sécurité des deux pays. L'exercice visait à simuler les dégâts matériels, sanitaires et humains provoqués par des crises

de déplacement massif ainsi qu'à évaluer la préparation et les capacités de divers acteurs et intervenants concernés par les situations de crise frontalière. « Cet exercice a permis de renforcer la gestion des frontières en faisant participer la population des deux pays à la gestion de crise humanitaire et d'accroître la confiance mutuelle entre les responsables des forces de l'ordre, les autorités locales et les populations transfrontalières dans les deux pays », a déclaré Arouna Samake, Directeur de la Police aux frontières malienne.

## MAROC

Itinéraire de la Méditerranée occidentale

- [6 916](#) migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc pour se rendre en Espagne par la mer au mois de juin, portant ainsi le total des arrivées par la mer lors de cette année à 16 115. Les chiffres du mois de juin représentent une hausse de près de 96% par rapport au mai, et constituent une augmentation alarmante de 200% par rapport à ceux de juin 2017. Selon les chiffres de l'OIM, 55 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont perdu la vie en tentant de traverser la mer pour rejoindre l'Espagne entre le 30 mai et le 1er juillet.
- De plus 397 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont traversé le Maroc en direction de l'Espagne via les frontières terrestres communes avec le Maroc (Ceuta et Melilla) au cours du mois de juin, ce qui porte à 2 812 le nombre total de ces traversées cette année. Le nombre de traversées terrestres en juin représente une diminution de 4% par rapport au mois de mai.

des Affaires étrangères, Josep Borrell, a réitéré l'engagement de l'Espagne à approfondir et diversifier les domaines de coopération et a ajouté que les deux pays « ne sont pas seulement des amis et des voisins, mais aussi des partenaires stratégiques déterminés à renforcer leurs relations bilatérales, fondées sur le respect, le dialogue et la confiance mutuelle ».

- Son homologue marocain, Nasser Bourita, a de même [salué](#) le partenariat spécial entre le Maroc et l'Espagne et a ajouté que le niveau et le degré de coopération des deux pays sur les questions de migration constituent « un modèle, parce qu'il traite la question dans sa globalité ». Toutefois, le ministre Bourita a officiellement rejeté l'idée d'établir des « plateformes régionales de débarquement » au Maroc. S'exprimant sur cette proposition, le ministre marocain a déclaré: « Le Maroc rejette et a toujours rejeté ce genre de méthodes pour la gestion des flux migratoires ».

Rabat abritera le nouvel Observatoire de la migration

- Le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a [annoncé](#) que Rabat organiserait l'Observatoire africain pour la migration et le développement (OAMD), une institution panafricaine chargée d'« harmoniser les stratégies nationales des États africains et d'améliorer les interactions avec des partenaires » sur les questions de la migration. L'annonce du ministre Bourita est intervenue en marge du 31e sommet de l'Union africaine en Mauritanie et après l'accueil favorable par l'UA de la proposition du Maroc concernant l'Observatoire.

Le directeur marocain de la surveillance des frontières: les répressions sur l'Itinéraire de la Méditerranée centrale accentuent les pressions sur le Maroc

- Le directeur marocain de l'immigration et de la surveillance des frontières, Khalid Zerouali, a [déclaré](#) que les répressions menées du côté de la Libye sur l'Itinéraire de la Méditerranée occidentale exercent davantage de pressions sur le Maroc, puisque les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile détournent leur traversée vers la route de la Méditerranée occidentale via le Maroc. Les déclarations de M. Zerouali ont été faites lors d'un entretien avec Associated Press le 28 juin. Il a ajouté que les patrouilles aux frontières du Maroc avaient abouti à l'arrêt de 65 000 tentatives de départ irrégulier depuis le Maroc en 2017 et 25 000 cette année. « Nous sommes un partenaire stratégique pour l'Europe... Avec ce qui se passe aujourd'hui dans la région, le Maroc a besoin de soutien afin que nous puissions faire face à la pression croissante », a-t-il poursuivi.

Le Maroc et l'Espagne poursuivent leur coopération en matière de migration mais le Maroc rejette les propositions de l'UE relatives aux « plateformes régionales de débarquement »

- À la suite de leurs réunions à Rabat le 29 juin, les ministres marocain et espagnol des Affaires étrangères ont [déclaré](#) que les deux pays continueraient leur coopération étroite sur les questions de migration irrégulière et de lutte contre le terrorisme. Au sujet des relations maroco-espagnoles, le ministre espagnol

## NIGER

L'UNICEF s'inquiète de la situation des enfants de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile au Niger

- Dans des déclarations faites le 8 juin, l'UNICEF a indiqué que les efforts déployés par l'Europe et l'Afrique du Nord pour enrayer et endiguer la migration irrégulière avaient conduit à l'expulsion d'un plus grand nombre d'enfants migrants, réfugiés et demandeurs d'asile vers le Niger. Selon l'UNICEF, les nouveaux arrivants, en hausse constante, ne bénéficient pas de mécanismes suffisants pour les protéger contre la traite, la violence, les abus, l'exploitation et la détention. Depuis novembre 2017, 2 000 enfants ont été expulsés d'Algérie vers

le Niger et 900 réfugiés ont été retournés depuis la Libye vers le Niger. Au sujet de la situation, Ted Chaiban, Directeur des programmes de l'UNICEF, a déclaré: « Le Niger a besoin d'aide pour apporter un appui aux enfants réfugiés ou migrants qui sont de plus en plus nombreux à arriver ou à être renvoyés vers ce pays. Parmi les solutions à apporter, il faut améliorer la coopération transfrontalière entre les gouvernements afin d'assurer la sécurité des enfants et investir davantage pour aider des pays comme le Niger à renforcer des systèmes d'assistance accessibles à tous les enfants qui se trouvent sur place, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent ».

## SOUDAN

Les efforts soudano-européens de lutte contre le trafic illicite et la migration irrégulière

- Une initiative conjointe entre l'UE et le Soudan visant à lutter contre la traite des êtres humains et la migration irrégulière a été lancée le 1er juillet. L'initiative, intitulée « Initiative conjointe pour la protection et la réintégration des migrants pour le Soudan », a été signée par des représentants du gouvernement soudanais, de l'UE et de l'OIM le 28 juin. Le programme sera mis en œuvre par l'OIM grâce à un financement par le Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, avec un budget de 45 millions d'euros pour couvrir le programme qui s'étend sur trois ans.

L'ambassadeur de l'UE au Soudan, Jean-Michel Dumont, a déclaré lors d'un discours: « La gestion des migrations pose des défis à de nombreux pays, autrement dit, aux États membres de l'UE et bien sûr aux pays africains aussi... L'initiative que nous lançons aujourd'hui relie les aspects internes et externes, et illustre bien la complexité du phénomène migratoire ». « Il y a de grands flux de migrants transfrontaliers provenant ou transitant par Darfour. L'UE cherche à mener des actions avec le gouvernement soudanais au niveau de cette question, notamment par le biais du mécanisme de coordination de la migration soudanais », a-t-il ajouté.

## TUNISIE

Le ministre tunisien de l'Intérieur limogé après le naufrage d'un bateau de migrants

- Le 6 juin, le Premier ministre tunisien, Youssef Chahed, a limogé le ministre de l'Intérieur, Lotfi Brahem, après le naufrage d'un bateau de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile au large des côtes tunisiennes le 3 juin. Le bateau en question était surchargé d'environ 180 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile lors de son naufrage à environ 8 kilomètres des îles Kerkennah. Au moment du limogeage du ministre de l'Intérieur,

au moins 68 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile ont été confirmés morts, tandis que de nombreux autres étaient toujours portés disparus. Selon une source gouvernementale, le Premier ministre aurait limogé le ministre de l'Intérieur pour son échec à arrêter le bateau et à s'attaquer à la migration irrégulière plus généralement. De plus, le Premier ministre avait limogé dix responsables de la Sûreté nationale et de la Garde nationale plus tôt dans la journée pour leur incapacité à empêcher le bateau de partir des côtes tunisiennes.

## GRÈCE

Arrivées par mer

- 2 559 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés par la mer en Grèce entre le 30 mai et le 1er juillet, ce qui représente une hausse de 5% par rapport au mois de mai. Selon les chiffres de l'OIM, il y a eu 10 décès enregistrés le long de l'itinéraire de la Méditerranée orientale au cours de la même période.

La Commission européenne accorde 20 millions d'euros à la Grèce pour gérer la crise des migrants sur les îles grecques

- Le 2 juillet, la Commission européenne a annoncé l'octroi d'une aide de 45 millions d'euros pour aider l'Espagne et la Grèce à relever les défis en matière de migration. Une autre enveloppe de 20 millions d'euros a été octroyée au HCR afin d'offrir de meilleures conditions d'accueil sur l'île grecque de Lesbos. Dimitris Avramopoulos, Commissaire européen chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté, a déclaré à ce sujet: « Quant à la Grèce, si la déclaration UE-Turquie a contribué à réduire considérablement le nombre d'arrivées, le pays doit encore faire face à une importante pression migratoire, notamment dans les îles ».

Le Commissaire du Conseil de l'Europe en Grèce

Dunja Mijatovic, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, s'est rendue en Grèce pour une [visite de cinq jours](#). Elle a salué les efforts déployés par la Grèce pour accueillir les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, tout en appelant à une action plus profonde et immédiate pour faire respecter leurs droits et leur dignité. À la fin de sa visite, elle a déclaré: « L'humanité et l'hospitalité dont la population et les autorités grecques ont fait preuve envers les migrants ces dernières années sont vraiment remarquables. Malgré ces efforts, la situation reste toutefois préoccupante et des mesures supplémentaires sont nécessaires pour protéger les droits de l'homme des personnes contraintes de fuir leur pays ». En dépit de la diminution du nombre d'arrivées en Grèce au cours des deux dernières années, les centres d'accueil sont toujours au-delà de leurs capacités, ce qui met en danger les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Elle a appelé les autorités grecques à prendre des mesures immédiates pour promouvoir les conditions de vie dans les centres d'accueil et pour accélérer le traitement des demandes de demandeurs d'asile. « Les normes peuvent être respectées dans des camps temporaires.

toutefois, compte-tenu de la durée de la procédure d'asile, il est également nécessaire d'augmenter le nombre de structures d'accueil adaptées à un séjour prolongé », a déclaré la Commissaire Mijatovic. En outre, elle a appelé les États membres à renforcer leur action collective en déclarant: « Il est grand temps que tous les États membres du Conseil de l'Europe, unis autour des valeurs qui fondent l'Organisation, traitent cette question dans un esprit de responsabilité collective et de solidarité ».

Merkel facilite la répartition des migrants par un accord avec la Grèce et l'Espagne

- Le 29 juin, en marge du sommet de l'UE à Bruxelles, la chancelière allemande Angela Merkel a [conclu](#) un accord avec la Grèce et l'Espagne selon lequel ces dernières accepteront de reprendre les demandeurs d'asile, arrivés sur le sol allemand, mais déjà enregistrés en Espagne ou en Grèce. Selon une déclaration du gouvernement allemand, « La Grèce et l'Espagne sont prêtes à reprendre les demandeurs d'asile qui seront interpellés à l'avenir à la frontière germano-autrichienne par les autorités allemandes dans la mesure où ils disposent d'une entrée EURODAC de l'un de ces deux pays ». L'accord a été conclu à un moment critique pour la chancelière Merkel, qui faisait face à une pression accrue du ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer, sur la gestion de la question des migrations et des réfugiés. Le ministre Seehofer avait menacé de fermer la frontière entre l'Allemagne et l'Autriche en juillet si aucun accord n'était conclu pour renvoyer les demandeurs d'asile dans les pays d'enregistrement.

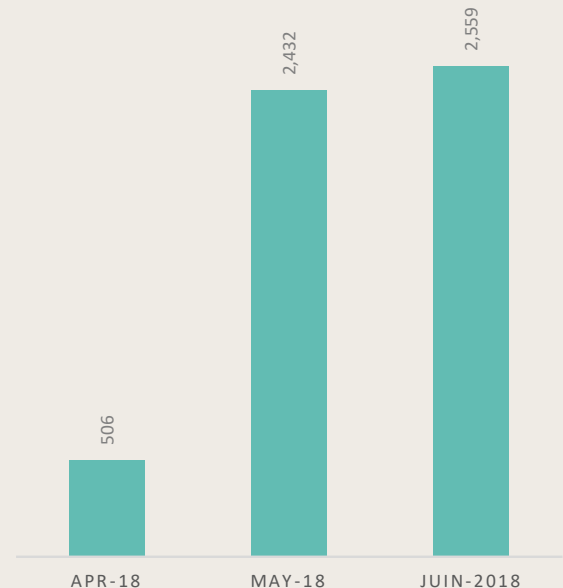
Des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile victimes d'un accident de la route au nord de la Grèce

- Les autorités grecques ont signalé qu'une voiture transportant 10 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile s'était écrasée dans le nord de la Grèce, causant la mort de deux personnes et faisant huit blessés. Les 10 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile comprenaient 2 enfants et traversaient la frontière gréco-turque en destination de Thessalonique. Les migrants blessés ont été transportés à l'hôpital pour y être soignés alors qu'une recherche a été lancée pour l'arrestation du passeur qui conduisait le véhicule.

La Commission européenne demande le maintien de l'accord Turquie-Grèce sur les migrants

- La Commission européenne a [appelé](#) au maintien de l'accord de réadmission bilatéral signé en 2002 entre la Grèce et la Turquie pour lutter contre la migration irrégulière. Lors d'une conférence de presse tenue le 8 juin, la porte-parole de la Commission européenne, Natasha Bertaud, a déclaré: « La position de la Commission est qu'elle devrait être mise en œuvre de manière continue afin de respecter tous les critères restants dans le cadre de la feuille de route de libéralisation des visas avec la Turquie ». Ses remarques sont intervenues le 7 juin après que le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu a annoncé jeudi qu'Ankara suspendait son accord bilatéral de réadmission suite au refus de la Grèce de rapatrier des demandeurs d'asile turcs qui avaient fui la Turquie après le coup d'état manqué de 2016. Les responsables turques ont réclamé à plusieurs reprises l'extradition des ex-soldats qui, selon eux, étaient des «conspirateurs».

Arrivées par mer, Grèce  
Avril 2018 - Juin 2018



## ITALIE

Arrivées par mer

- 3 155 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile sont arrivés en Italie par la mer entre le 30 mai et le 1er juillet. Bien qu'il s'agisse d'une diminution de 20% par rapport au nombre d'arrivées au mois de mai, il y a une hausse considérable et alarmante du nombre de décès enregistrés le long de l'itinéraire de la Méditerranée centrale, avec 680 décès enregistrés entre le 30 mai et le 1er juillet, alors que 388 avaient été enregistrés lors des cinq premiers mois de 2018.

L'Italie apportera un soutien supplémentaire aux garde-côtes libyens

- Des responsables à Rome ont [annoncé](#) le 2 juillet que l'Italie fournirait aux garde-côtes libyens 10 petits navires militaires, deux autres navires, des canots pneumatiques,

d'autres véhicules, des équipements et du matériel destinés à renforcer la capacité des garde-côtes à freiner la migration irrégulière en provenance des côtes libyennes. Le nouveau gouvernement italien vise à faire en sorte qu'un plus grand nombre de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile soient interceptés en mer et rapatriés en Libye. Les autorités italiennes ont également nié que les conditions en Libye soient trop dangereuses pour que les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile puissent y être renvoyés. L'envoi de ces véhicules et équipements intervient après la création du « Plan Salvini », nommé en l'honneur du ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, et convenu entre des responsables italiens et libyens lors de la visite de Salvini en Libye plus tôt en juin. Ce plan appelle à « l'urgente nécessité de renforcer » les capacités de la Libye à lutter contre la migration irrégulière.

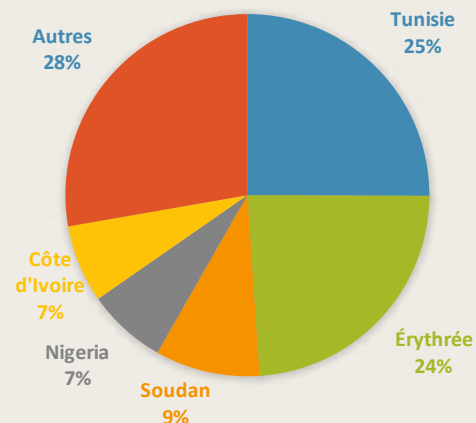
## L'Italie bloque des navires de sauvetage

- Le 11 juin, le nouveau ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, a [refusé](#) d'autoriser le navire de sauvetage Aquarius à accoster dans les ports italiens. L'Aquarius comptait alors 629 migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, dont 123 mineurs non accompagnés et sept femmes enceintes. Au sujet des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile sauvés, Anelise Borges, journaliste à bord de l'Aquarius, a déclaré: « La plupart d'entre eux dorment dehors. Ils sont manifestement épuisés, ils ont été exposés aux éléments, ils ont été en mer pendant 20 à 30 heures avant leur sauvetage ».
- L'Aquarius, affrété par l'ONG allemande SOS Méditerranée, s'est laissé entraîner dans une impasse diplomatique entre l'Italie et Malte: chaque pays affirme que l'autre devait assumer la responsabilité du navire. Le ministre Salvini a [écrit](#) sur Facebook : « Malte n'accueille personne. La France repousse les migrants à sa frontière, l'Espagne défend ses frontières avec les armes. À partir d'aujourd'hui, l'Italie commence à dire non au trafic d'êtres humains, non au business de l'immigration clandestine ». Alors que le gouvernement maltais a publié un communiqué déclarant: « Malte n'est pas l'autorité qui coordonne le dossier et n'en a pas la compétence. Malte observera les lois en vigueur ».
- Lors de l'impasse, les maires de plusieurs villes du sud de l'Italie ont dénoncé publiquement la décision du ministre Salvini et se sont [déclarés](#) prêts à désobéir à l'ordre du ministre et à ouvrir leurs ports aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile pour leur permettre de débarquer en toute sécurité. Bien que saluées, les déclarations des maires étaient insuffisantes car la situation du navire exigeait toujours la coopération des garde-côtes italiens.
- Après douze jours en mer, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a [ordonné](#) aux autorités de permettre à l'Aquarius d'accoster dans la ville portuaire espagnole de Valence. « Il est de notre obligation d'aider à éviter une catastrophe humanitaire et d'offrir un port sûr à ces personnes », dit un communiqué de la présidence du gouvernement espagnol.
- Plus tard en juin, l'Italie a [refusé](#) d'ouvrir ses ports à deux autres navires, le Lifeline et le Seefuchs. Sur sa page Facebook, le ministre Salvini a commenté la décision du refus d'accès aux ports italiens aux deux navires: « Deux autres navires d'ONG battant pavillon des Pays-Bas (Lifeline et Seefuchs) sont arrivés au large des côtes libyennes, en attente de leur cargaison d'êtres humains abandonnés par les passeurs. Que ces messieurs sachent que l'Italie ne veut plus être complice du business de l'immigration clandestine, et ils devront donc chercher d'autres ports (non italiens) vers lesquels se diriger ». Les organisations internationales de secours et de défense des droits de l'homme ont exprimé leur inquiétude croissante à l'égard de la dernière décision de l'Italie en matière de blocage de navires de secours qui entraîne plus de décès en Méditerranée et davantage de souffrances en Libye.

Arrivées par mer, Italie  
Avril 2018 - Juin 2018



Arrivées par mer en Italie, principaux pays d'origine





[Examining the protection of migrants in vulnerable situations](#) (Examiner la protection des migrants en situation de vulnérabilité) -

Centre de la migration composite

Cette étude suggère quelques exemples de politiques et de procédures sur les droits des migrants pour contribuer à la promotion des législations.

[Forgotten at the gates of Europe Ongoing protection concerns at the EU's external border](#) ((Oubliés aux portes de l'Europe.

Préoccupations continues en matière de protection aux frontières extérieures de l'UE) - Service Jésuite des Réfugiés

Dans ce rapport, le JRS dévoile les expériences des personnes aux frontières de l'Europe en interrogeant des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile, tout en formulant des recommandations de politique.

[Nowhere but out: The failure of France and Italy to Help refugees and other migrants stranded at the border in Ventimiglia](#) (Nulle part où aller: L'échec de la France et de l'Italie pour aider les réfugié-e-s et autres migrant-e-s échoué-e-s à la frontière vers Vintimille) -

Oxfam

Oxfam rend compte de la situation des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile à la frontière franco-italienne, où des centaines de personnes sont dans l'incapacité de bénéficier d'un soutien quelconque.

## MULTIMÉDIA & ÉDITORIAUX D'INTÉRÊT

[The nowhere land where children on the move are someone else's problem](#) (Le pays de nulle part où les enfants en déplacement deviennent la responsabilité d'autrui) - Daily Maverick

Un éditorial photographique projette la lumière sur les enfants en déplacement par et vers le Niger, et sur les difficultés qu'ils affrontent en cours de route.

[Inside Italy's plot to infiltrate migrant rescue boats in the Mediterranean](#) (Le complot de l'Italie pour infiltrer des bateaux de sauvetage des migrants en Méditerranée) - PRI

Un article écrit par un journaliste à bord du navire de sauvetage de Save the Children sur les efforts italiens visant à infiltrer des opérations de sauvetage.

[Thousands of migrants have been abandoned in the Sahara. This is what their journey looks like](#) (Des milliers de migrants ont été abandonnés au Sahara. C'est ce à quoi ressemble leur voyage) - The Washington Post

Cet éditorial met en lumière le parcours des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile à travers le désert depuis l'Algérie pour rejoindre le Niger.

[The Guardian view on refugees: who is our neighbour?](#) (Le point de vue de The Guardian sur les réfugiés: qui est notre prochain?) - The Guardian

Cet éditorial évoque l'impact de la « crise migratoire » sur la manière dont les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont perçus en Europe ainsi que les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

\*MHub ne garantit ni l'exactitude ni la fiabilité des articles figurant dans son Bulletin Mensuel.